

## MOHAMED BOUCHAKOUR, MAÎTRE DE CONFÉRENCES

## «Le crédit documentaire est

**L'Algérie risque-t-elle de chuter au rang de pays moins avancé ? Sera-t-elle confrontée à l'effet ciseau, des importations en hausse continue et des exportations qui s'effondrent en raison de la chute du prix du baril ? Un scénario catastrophe encore possible ! Comment parer à ce risque ? Dans la mesure où les différentes politiques initiées par les pouvoirs publics pour réduire les importations, en mettant notamment en place le crédit documentaire qui est une « mesure monstrueuse » et pour relancer l'industrie et développer les exportations, s'avèrent encore inopérantes, l'universitaire Mohamed Bouchakour appelle à changer de cap. Il est opportun, explique cet**

**Le Soir d'Algérie :** Selon les premiers chiffres du commerce extérieur algérien pour 2011, il semblerait que les exportations hors hydrocarbures aient augmenté de 40% par rapport à l'année précédente. Quel est votre commentaire ?

**Mohamed Bouchakour :** Les chiffres définitifs de 2011 ne sont pas encore publiés, mais pour les neuf premiers mois de l'année écoulée, on peut constater que les exportations hors hydrocarbures ont atteint 1,6 milliard de dollars, dont 860 millions de dollars, soit la moitié, sont représentées par des dérivés des hydrocarbures qui sont statistiquement comptabilisés comme des produits hors hydrocarbures. On relève un autre gros chiffre : 202 millions de dollars de sucre blanc. Cela peut représenter une percée digne d'intérêt, même s'il s'agit ici plutôt d'une réexportation. Il faudrait cependant examiner l'ensemble de la chaîne de valeur pour vérifier si le bilan devise global est au moins équilibré. Donc, pour 2011 à fin septembre, nous sommes autour du seuil de 1 milliard de dollars en matière d'exportation hors hydrocarbures.

**Les importations pour 2011 ont été, encore cette année, en forte hausse et ce n'est qu'à la faveur des exportations hydrocarbures, bien portées par les prix, que nous devons notre excédent. Jusqu'à quand les hydrocarbures vont assurer l'excédent et que se passera-t-il lorsque ce ne sera plus possible ?**

Comme vous venez de le dire, tant que les hydrocarbures sont là, et que les prix se maintiennent à des niveaux élevés, disons au-dessus des 80 USD le baril, notre commerce extérieur pourrait, un temps, rester excédentaire. Mais maintenant que les experts estiment que le pic pétrolier a été atteint et que, toutes choses étant égales par ailleurs, nous sommes désormais sur le déclin, la sonnette d'alarme est très sérieusement tirée.

Si, par malheur, le prix du baril chute ou voit son pouvoir d'achat érodé par l'inflation, nous irons plus vite qu'on ne le pense vers un effet de ciseau avec, d'un côté, les importations qui continueraient de s'envoler en raison de leur forte rigidité structurelle et, de l'autre, les exportations qui s'effondreraient. Cette chute sera d'autant plus forte que la consommation énergétique nationale est en train de progresser à des rythmes débridés. Ceci est bien sûr le scénario catastrophe. Il faut le garder en vue non pas par pessimisme, mais par lucidité sur ce qui risque de nous arriver.

**Dans ce scénario catastrophe, comment les choses pourraient-elles se dérouler ?**

Pour faire face aux importations incompressibles, céréales, lait, sucre, médicaments, pièces de rechange et autres, il serait possible de commencer dans un premier temps par « puiser » dans les réserves de change, puis très vite l'on devra recourir à nouveau à l'endettement extérieur. Et si l'on reste dans les mêmes paradigmes de la pensée rentière, il faut s'attendre à ce que

l'on aille tout droit vers une cessation de paiement et un nouveau programme d'ajustement structurel (PAS) avec le FMI.

La grande différence avec le PAS de 1994 est que le contexte national et international n'est plus le même. Aujourd'hui, et demain peut-être encore plus, il faudra faire face à des exigences sociales internes et des conditionnalités et conditions de financement externes plus drastiques. Je ne voudrais pas trop noircir le tableau, mais si l'on ne commence pas dès à présent à désamorcer ce scénario catastrophe, l'Algérie est un PMA en perspective qui s'ignore ! C'est le moins que l'on puisse dire.

**Que faire alors ? Le gouvernement a-t-il essayé de freiner les importations en introduisant en 2009 l'obligation du crédit documentaire comme mode de paiement des fournisseurs. Cette mesure n'a pas eu le résultat escompté.**

J'ignore le but réel de cette mesure car il n'y a pas eu de communication claire expliquant sa finalité et encore moins de dialogue sur son opportunité et son objectif. Mais, ce que je peux vous dire, c'est que cette mesure est unique dans l'histoire des politiques protectionnistes menées à travers le monde. Je m'explique. D'une part, le crédit documentaire relève du domaine contractuel au même titre que le choix des incoterms, ou de l'arbitre en cas de litige. C'est une pratique du commerce international et non pas une règle du commerce international qui, elle seule, doit reposer sur un ancrage réglementaire, lui-même ancré dans une convention ou un accord international. Sur la nécessité d'observer telle ou telle pratique du commerce international dans les clauses contractuelles, le gouvernement peut, à la limite, dicter des injonctions aux entreprises dans lesquelles l'Etat est actionnaire majoritaire, via le conseil d'administration, mais pas dans les entreprises privées. D'un point de vue de gouvernance publique, c'est carrément une mesure monstrueuse unique dans les annales.

D'autre part, s'il est un acteur bien indiqué pour exiger le crédit documentaire, c'est bien le fournisseur, car la finalité et la raison d'être de ce mode de paiement est de sécuriser les paiements de l'exportateur. On n'a jamais vu un gouvernement tirer une balle dans la jambe des entreprises de son pays juste pour freiner les importations. En fait, cela a abouti à renchérir les importations par les frais générés par la procédure et à perturber les approvisionnements externes d'un marché fortement dépendant de l'extérieur. Du point de vue du patriotisme économique, c'est encore une mesure monstrueuse unique dans les annales. Sous d'autres cieux, c'est au contraire aux exportateurs que l'on cherche à compliquer l'accès au marché national en dressant toutes sortes de barrières. Chez nous, les barrières tarifaires (BT) ont été abaissées, sans que les barrières non tarifaires (BNT) ne prennent le relais comme elles auraient dû le faire.

Si c'est pour la transparence des opérations que le crédit documentaire a été imposé, l'opération ne peut être qu'un coup

**universitaire, de mettre en place une stratégie industrielle qui réserve un rôle structurant central à la substitution des importations, là où des marges intéressantes existent. A charge cependant d'une rationalisation des importations, l'engagement d'une stratégie industrielle émergente, incubée par une communauté d'affaires « moderne, visionnaire et organisée », un gouvernement « attaché à l'intérêt général à long terme de la nation » et un dialogue public-privé institutionnalisé. En somme, libérer les capacités de manœuvre, impliquer l'Etat et les entreprises de manière dynamique, tout en assurant le « déclin de la volonté politique de l'initier ».**

d'épée dans l'eau. Cette procédure permet, certes, de tout observer sur les transferts en termes de traçabilité des flux entre les banques des importateurs et les banques de leurs fournisseurs, mais elle ne permet de ne rien voir en termes de malversation ! Je vous donne un exemple par analogie : c'est comme si on cherchait à dissuader des personnes indécises d'effectuer des opérations frauduleuses entre les différents quartiers de la ville, en obligeant tout le monde à prendre exclusivement le bus, pour pouvoir vérifier si chacun a bien payé son ticket et descend bien à la station couverte par le tarif payé. Vu les désagréments causés, les bons payent aussi pour les mauvais sans que ces derniers ne soient pour autant inquiétés.

**Qu'aurait pu donc faire le gouvernement pour freiner les importations ?**

Tout d'abord, dans le cadre des accords commerciaux qui ont été conclus, que ce soit l'accord d'association avec l'Union européenne ou la Zone arabe de libre-échange, il existe normalement des clauses de sauvegarde qui permettent de se protéger lorsqu'on constate que les échanges commerciaux sont en train d'avoir des impacts négatifs sur l'économie nationale. L'Algérie aurait pu les actionner, ce que n'hésitent pas à faire les pays pointilleux sur leurs équilibres extérieurs dans les situations plus ou moins exceptionnelles où ils jugent que les retombées des accords passés ne sont pas conformes à celles attendues au départ. Ces clauses sont faites pour ça.

Indépendamment de cela, l'Algérie a certes ouvert son commerce extérieur, mais nous avons une vision trop idyllique de cet engagement. Si la doctrine et l'idéologie libérale ont toujours proclamé haut et fort qu'en matière de commerce international, le libre-échange est la règle et le protectionnisme l'exception, dans la réalité, c'est tout à fait l'inverse qui se passe. Le protectionnisme est la règle et le libre-échange l'exception. C'est ce qu'on constate lorsqu'on observe la pratique de la plupart des Etats, d'abord et y compris ceux qui se font les défenseurs les plus ardents de la liberté du commerce et de l'industrie. Quand leurs intérêts l'exigent, ils n'hésitent pas à violer un accord ou un engagement contracté dans le cadre de l'OMC et assument le plus normalement du monde d'être mis en cause devant l'organe de règlement des différends.

Aujourd'hui, l'usage des tarifs douaniers est insignifiant. Entre les pays membres de l'OMC, c'est-à-dire la quasi-totalité des pays du monde, ils sont en moyenne de 3% contre 40% en 1947, à la création du GATT. Mais parallèlement à cette baisse, on a assisté à l'avènement de politiques protectionnistes consistant à ériger des barrières non tarifaires (BNT) élevées qui, de plus, n'ont plus rien à voir avec celles qui faisaient partie de l'arsenal protectionniste traditionnel à l'époque du GATT : la politique des quotas, le contingentement, les licences d'importation, les subventions à la production nationale. Ces BNT sont fortement découragées par l'OMC et sont devenues

Entretien réalisé par Antar Benzaki

obsolètes. A leur place, c'est une nouvelle génération de BNT qui a pris le dessus.

**Vous faites allusion ici aux obstacles techniques au commerce (OTC) et aux mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) ?**

Oui, mais ces BNT ne sont que la partie visible de l'iceberg. Sous l'empire de l'OMC, on distingue les BNT formelles et les BNT informelles.

Les premières englobent les OTC et les mesures SPS, lesquels sont explicités par écrit. L'OMC les tolère et s'efforce tant bien que mal de les encadrer. Ce sont des dispositions régaliennes édictées par la réglementation. Les OTC sont justifiées par des exigences allant de la protection de l'environnement jusqu'à l'information du consommateur en passant par la protection contre les risques et la sécurité nationale. Elles portent sur les règlements, normes et procédures d'essai, d'homologation et de certification, sur l'évaluation de la conformité, le conditionnement, l'emballage, l'étiquetage des produits. Quant aux mesures SPS, elles sont justifiées par le souci de protéger sur le territoire du pays qui les édicte la santé et la vie des personnes et des animaux de tout risque pathologique et à préserver les végétaux de tous risques dus à des substances néfastes. Elles peuvent prendre la forme de prescriptions sur l'origine contrôlée des animaux et produits d'origine animale, l'inspection des produits sur les risques de contamination microbiologique, etc. Toutes ces exigences sont drastiques et ont toujours tendance à être un peu plus excessives qu'il ne faut, car elles jouent un rôle à la fois protecteur et protectionniste.

L'autre type de BNT n'est écrit nulle part. Elles sont dites informelles et sont aussi appelées les barrières invisibles. Elles consistent en la pratique de procédures contraignantes parfois très arbitraires, imposées par les administrations aux exportateurs et aux prestataires et auxiliaires qui interviennent pour eux au cours des opérations de transport, de logistique, d'inspection, de dédouanement. Par exemple, dans le cadre de l'organisation du transport aérien, et sous le prétexte de désengorger les grands aéroports, un pays peut décider que tous les avions cargos transportant tel ou tel type de marchandises ou ceux en provenance de telle ou telle région du monde doivent atterrir et décharger sa cargaison dans un aéroport désigné, qui se trouve être situé dans une zone enclavée. C'est une façon de créer un goulot d'étranglement logistique pour l'accès d'un produit étranger sur le marché national. Un autre type de barrières invisibles peut trouver son origine dans les comportements et attitudes des personnes physiques qui travaillent pour ces administrations et plus largement dans les pratiques, us et coutumes liées à la culture nationale des affaires. Tels sont les types de barrières dressées par les gouvernements qui, sous le couvert de la protection, pratiquent un protectionnisme sur les importations.